

Communiqué CRS 26 - 09 juin 2021
Contre la Répression et pour la Solidarité Drôme
En soutien aux personnes arrêtées et gardées à vue le 8 juin 2021

Mardi 8 juin, à Valence, jour de la visite promotionnelle du président Macron en Drôme, quelques personnes souhaitant protester contre la politique menée par le gouvernement, ont été arrêtées et placées en GAV. Dix à notre connaissance. Ces arrestations ont eu lieu sur le boulevard Félix Faure, devant l'institut Live où Brigitte Macron vient donner des leçons de culture générale pour coacher des personnes en réinsertion sociale. Cet institut privé est financé par le groupe de luxe LVMH.

Cette poignée de manifestant·es avaient pour armes une criée populaire, des chansons et des slogans.

Quatre personnes qui ne faisaient rien d'autre que d'être là et de chanter ont d'abord été emmenées en garde à vue dans un fourgon pénitentiaire d'ordinaire réservé aux prisonnier·es particulièrement dangereux. Parmi ces personnes certaines étaient militantes connues et identifiées des services de police et d'autres absolument novices. Un peu plus tard, le même sort était réservé aux 6 autres, des paysan·nes de la confédération paysanne venus pour dénoncer la nouvelle politique agricole commune, qui ont été d'abord plaqué·es au sol, menotté·es puis amené·es au poste.

Le président est venu, dit-il, prendre le pouls du pays. Quel diagnostic doit-on tirer suite à de telles arrestations ? Comme dans des dictatures, l'expression contestataire populaire doit être maintenue en France loin de la vue et de l'oreille des dirigeant·es ? Seules les louanges sont autorisées à l'endroit du gouvernement ?

Si les protestations pacifiques sont réprimées et ignorées, cela signifie-t-il que le pouvoir souhaite voir les contestations devenir plus "virulentes" ? ...pour ensuite les réprimer et les critiquer bruyamment comme "violentes" ?

Une trentaine de personnes se sont relayées devant le commissariat lors des gardes à vue. Elles ont pris fin, pour 7 d'entre eux juste après qu'E. Macron ait quitté la Drôme, et le départ de leur soutien devant le commissariat. Elles et ils auront passés plus de 8h en garde-à-vue. Les Trois dernier·es paysan·nes de la Confédérations Paysannes n'ont été relâché·es que le lendemain à 10h, soit après presque 24h de garde-à-vu.

Nous condamnons fermement la violence d'état dont l'intimidation policière est une des formes, aux côtés de la répression judiciaire et administrative.

Nous adressons notre soutien aux 10 personnes gardées à vue et restons mobilisé·es pour la suite.

Ass. Abya Yala, Action Collective Antifasciste Valence, ASTI Romans, ASTI Valence, CNT Drôme, Colleuses de Valence, Europe Écologie Les Verts Valence, France insoumise Valence, Gilets Jaunes (Crest, Saillans, Valence, Tain-Tournon, Royans), NPA Valence, Ass. Le Pont Citoyen, Parti Communiste Français Valence, Ricochets.cc, Stop nucléaire 26-07, Solidaires 26-07, Sud Culture 26-07, Sud Éducation 26, Youth for Climate Valence, Witch Bloc Valence.